

*« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » Lucie Aubrac*

## **Compte Rendu CTL du 21 juin 2017**

### **Ordre du Jour**

- 1- Exécution 2016 du budget et budget prévisionnel 2017
- 2- Baromètre social DGFIP / DDFIP
- 3- Aménagement de la cartographie des Résidences d'Affectation Nationale du Morbihan
- 4- Point d'actualité sur le réseau et les missions
- 5- Mouvement des géomètres
- 6- Calendrier prévisionnel des CTL du 2ème semestre 2017

### **Déclaration liminaire**

En introduction, Solidaires Finances Publiques a lu une déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

Le 7 mai, les urnes ont rendu leur verdict. L'orientation du nouveau Président de la République est connue : une politique libérale sans limites, dont le centre sera la déréglementation et par conséquent, la diminution des services publics. Il est bon, ici, de réaffirmer nos valeurs.

Solidaires Finances Publiques revendique :

- la préservation et le renforcement du modèle social issu du Conseil National de la Résistance ainsi que des valeurs républicaines,
- la défense d'un service public égalitaire et républicain, socle incontournable d'une indispensable cohésion sociale,
- la défense et le renforcement de toutes les missions de la Direction Générale des Finances Publiques, garants du fonctionnement de l'État, de la démocratie, de l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Pour le syndicat national Solidaires Finances Publiques, la démocratie ne saurait se limiter aux seules échéances électorales. Elle se poursuit, au-delà et au travers de l'action des contre-pouvoirs, dont les syndicats qui doivent jouer tout leur rôle et prendre toute leur place dans la vie de la cité.

Le syndicalisme est, et se doit, de rester une force de contestation, de propositions, de transformation sociale, face à tout pouvoir quel qu'il soit : économique, politique, administratif. Vous incarnez ce dernier pouvoir et Solidaires Finances Publiques 56, sans compromission mais comme toujours dans un esprit d'écoute et de défense des agents, continuera à incarner le contre-pouvoir, envers et contre toutes les attaques que subissent les syndicats et leurs représentants.

Concernant les points à l'ordre du jour de ce CTL, Solidaires Finances Publiques vous interpellera tout au long des débats, mais souhaite déjà mettre en avant la problématique de la fusion des RAN.

L'administration poursuit sa marche en avant dans la déréglementation des garanties et droits des agents.

Les directions locales sont invitées à organiser au niveau local une pseudo concertation afin de justifier de nouvelles fusions de RAN pour le 1er septembre 2018.

Nous vous rappelons que pour Solidaires Finances Publiques, l'affectation nationale géographique doit se faire à la commune et non à la RAN.

Par conséquent, notre syndicat est d'autant plus opposé à toute fusion de RAN.



# Section du Morbihan

Une nouvelle fois, nous constatons que la Direction Générale mène une politique de liquidation méthodique de la DGFIP. Pour y arriver, deux leviers sont utilisés : déréglementation et réduction des droits et garanties collectives des agents d'une part et Adaptation des Structures et du Réseau (ASR), fusions massives de services, fermetures de trésoreries d'autre part. Pour résumer, les « lignes directrices » du directeur général sont annonciatrices de la poursuite, jusqu'à sa disparition (notamment par les suppressions de services et la « dématérialisation » forcée), des suppressions d'emplois et des restructurations qui les accompagnent, sur fond de déréglementation des règles de gestion. Pour Solidaires Finances Publiques, la première réponse urgente réside sur la question de l'emploi. Pour nous, les vacances d'emplois récurrentes sont dues à un manque de recrutement qui touche l'ensemble des catégories à la DGFIP.

Pourquoi voulez-vous déréglementer à tout prix les règles de gestion collective de la DGFIP ? Il est vrai que les droits et garanties des uns s'opposent aux besoins de « marges de manœuvre » de nos « chers » directeurs locaux. On croirait entendre le discours du MEDEF pour justifier la réduction ou l'abolition du Code du Travail ! Fusionner les RAN, cela ne règle nullement la question des apports d'effectifs sur un département. Ceux qui vont arriver dans ces nouvelles RAN fusionnées, obtiendront un périmètre géographique bien plus élargie, c'est donc une réduction de leurs droits, c'est pourquoi nous sommes opposés à ces fusions.

De plus, en cas de fermeture de services, les droits et garanties des agents concernés se font à la RAN lorsqu'il n'existe plus d'implantation à la commune. En élargissant le périmètre géographique des RAN, vous diminuez les droits et garanties des agents déjà dans la RAN.

Concernant le point sur le baromètre social à la DGFIP, c'est l'heure du bilan et il est

catastrophique. Pour la DDFIP 56 encore pire ! Et nous prendrons pour référence, l'Observatoire Interne de 2016 dont les chiffres parlent : 63 % des agents sont pessimistes sur leur avenir au sein de cette administration (52 % en 2013), 73% affirment manquer de temps pour s'informer et 62 % pour accomplir correctement leur travail. 95 % (5 % de plus qu'en juin 2015) ont le sentiment de travailler dans l'urgence !

Ils sont 73 % à penser que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens (66 % en juin 2015), 78 % que l'administration ne les écoute toujours pas, et 71 % (+3 %) disent que l'attention portée aux conditions de travail est insuffisante. Au fil du temps, la prise en charge de ces questions essentielles a été transformée en un suivi purement administratif et formel. L'absence de volonté au plus haut niveau a fait le reste.

Que faut-il faire maintenant ?

Les responsables nationaux et locaux de la DGFIP ont le devoir de regarder ces réalités en face, d'écouter les agents et leurs représentants, et de prendre les décisions nécessaires pour replacer notre administration au cœur d'une société qui doute et qui rejette, pour casser cette spirale du mal-être et de la négation de l'humain.

## **Exécution 2016 du budget et budget prévisionnel 2017**

Le Président ayant quitté la séance avant la clôture du dernier CTL, ce point a été représenté. La Direction souhaite une vigilance particulière sur le report de crédits sur l'année suivante et moins de "contractions" recettes/dépenses. Sur l'exécution budgétaire, le Directeur affirme qu'il y a des "marges de manœuvre" sur les dépenses d'affranchissement et les frais de déplacement. Mais, aucune économie ne sera réalisée sur le poste formation. Une analyse synthétique a été redemandée par les organisations syndicales.



# Section du Morbihan

## **Baromètre social**

Malgré un bilan catastrophique ( cf notre déclaration liminaire), la Direction y trouve des éléments positifs !

Le Directeur dit être perplexe car il ne ressent pas cette situation dégradée au cours de sa tournée de poste. « Les Morbihannais seraient pessimistes et la culture de changement ne serait pas totalement intégrée » les agents apprécieront...Il compte aborder le problème au séminaire des cadres du 22/06 à Lorient. « Les cadres doivent faire correspondre les capacités de travail de leurs services avec les moyens mis leur disposition sans se focaliser sur les objectifs !!!

Les organisations syndicales du 56 ont toutes dénoncé la dégradation de la situation d'année en année et ont demandé ce qu'il comptait mettre en place pour inverser la tendance ?

Le Directeur reviendra vers nous en septembre pour construire un « plan d'action » et proposer des pistes d'actions.

Pour Solidaires, les agents d'ici ne sont pas plus pessimistes qu'ailleurs, ils subissent un conflit éthique important entre la volonté de faire un bon travail et le manque de moyen pour le faire avec une impression de gâchis.

## **Fusion des RAN - Vote « contre »**

L'intersyndicale Solidaires-CGT-FO-CFDT a demandé un vote sur le sujet ce qui n'était pas prévu dans l'ordre du jour !

Il s'agit d'une proposition de la direction locale afin de régler le problème des difficultés d'affectation dans les petits postes. 2 RAN seraient prévues : Vannes avec Ploërmel et Auray et leurs postes satellites (610 emplois) et Lorient avec Pontivy et leurs postes satellites (300 emplois).

Les organisations syndicales ont dénoncé le gel des postes qui se rajoute aux suppressions d'emplois dans les départements.

On prend le problème à l'envers, il faut au contraire multiplier les RAN afin que les petits postes aient une chance d'être demandés directement au niveau national. Il faut aussi améliorer l'attractivité de ces petits postes qui sont rejetés à cause de la charge de travail importante, la polyvalence et la polycompétence nécessaire afin d'être opérationnel immédiatement, l'insécurité sur la pérennité du poste et le manque de perspectives pour l'emploi de leur conjoint(e) dans certaines zones géographiques. Les Organisations Syndicales ont voté unanimement "contre" le projet de nouvelle cartographie des RAN dans le Morbihan.

Une pétition intersyndicale Solidaires-CGT-FO-CFDT, signée massivement par les agents du Morbihan, a été remise au Directeur.

## **PETITION**

**FUSION DES RAN DANS LE MORBIHAN :  
ENCORE UNE MAUVAISE NOUVELLE POUR  
LES AGENTS !**

***Le directeur du Morbihan a mis à l'ordre du jour de ce comité technique la fusion des RAN. Il propose de conserver uniquement 2 RAN pour 2018 (au lieu de 5 aujourd'hui).***

Alors que le comité technique de réseau du 16 janvier dernier parle « d'aménagement ponctuel », notre DDFiP propose de bouleverser complètement l'organisation départementale, sans tenir compte des conséquences pour les agents.

Il est proposé de fusionner les RAN sur Vannes et Lorient.

Et demain, pourquoi pas 1 seule RAN départementale voire régionale ?

Après les suppressions massives d'emplois, les restructurations et fusions en tous genres, les attaques récentes contre les concours et la promotion interne etc..., le DDFiP en rajoute une couche avec ce projet.



# Section du Morbihan

**DEVONS-NOUS ACCEPTER**, que de nombreuses RAN disparaissent ainsi du territoire national, réduisant ainsi les possibilités de choix lors des mutations ?

**DEVONS-NOUS ACCEPTER** ces fusions de RAN au mépris de nos garanties et de nos revendications d'être affectés le plus finement possible ?

**DEVONS-NOUS ACCEPTER** ce pouvoir accru qui sera donné aux directions locales d'affecter les agents uniquement en fonction des besoins supposés de l'Administration, au sein de RAN dont le périmètre géographique aura triplé ? Ce sera de la mobilité forcée !

Ces RAN beaucoup plus étendues dégraderont les conditions de vie personnelle des agents : allongement des temps de transport, plus de dépenses, plus de fatigue et désorganisation de la vie personnelle et familiale.

Les organisations syndicales du Morbihan se sont opposées à ce projet lors du CTL convoqué ce 21 juin.

Elles invitent d'ores et déjà tous les agents à s'opposer à ce projet de fusion en signant massivement cette pétition.

**NON A UNE NOUVELLE DEGRADATION  
DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES  
AGENTS !**

## **Point d'actualité sur le réseau et les missions**

**Fermeture d'Allaire, Guer, La Gacilly,  
Guémené-sur-Scorff et Le Palais  
au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

5 fermetures de postes comptables seront proposées par notre direction départementale à la Direction Générale suite au « feu vert » donné par notre nouveau Ministre de l'Action et des Comptes Publics dès le lendemain des législatives !!!

Le DDFIP 56 a précisé son orientation pour le maillage territorial afin de donner plus de visibilité au personnel : il compte calquer ce maillage sur celui des communautés de communes (soit 12 dans le 56)

Les difficultés du PCRP ont été évoquées ainsi que les craintes pour la mise en place du SPFE et du PTGC : la Direction promet des effectifs pour le 1<sup>er</sup> septembre 2017.



Nouvelle cité : un Groupe de Travail "Trodec" devrait être convoqué avant les vacances (projet stabilisé dans quelques jours et les plans enfin mis à notre disposition)

## **Mouvement des géomètres**

2 géomètres arrivent sur Pontivy et Vannes suite au mouvement national.

## **Calendrier prévisionnel des CTL du 2ème semestre 2017**

CTL les 19/09/2017, 10/10/2017 et 12/12/2017

## **Les élus de Solidaires Finances Publiques au CTL du Morbihan**

Yannick Le Sausse - Annie Rio  
Colette Le Falher - Marie-France Couprie  
Annick Le Gal - Loïc Perraud  
Nicolas Lhuillery - Nicolas Gauthier

